

## **MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

**\*\*\***

### **MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE INSTALLATIONS D'ALIMENTATION SANS INTERRUPTION, DIT « ONDULEURS », A DESTINATION D'USAGES INFORMATIQUES ET MEDICAL**

**\*\*\***

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Consultation passée suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles 1.2124-1  
et 1.2124-2 du Code de la commande publique entré en vigueur

## Table des matières

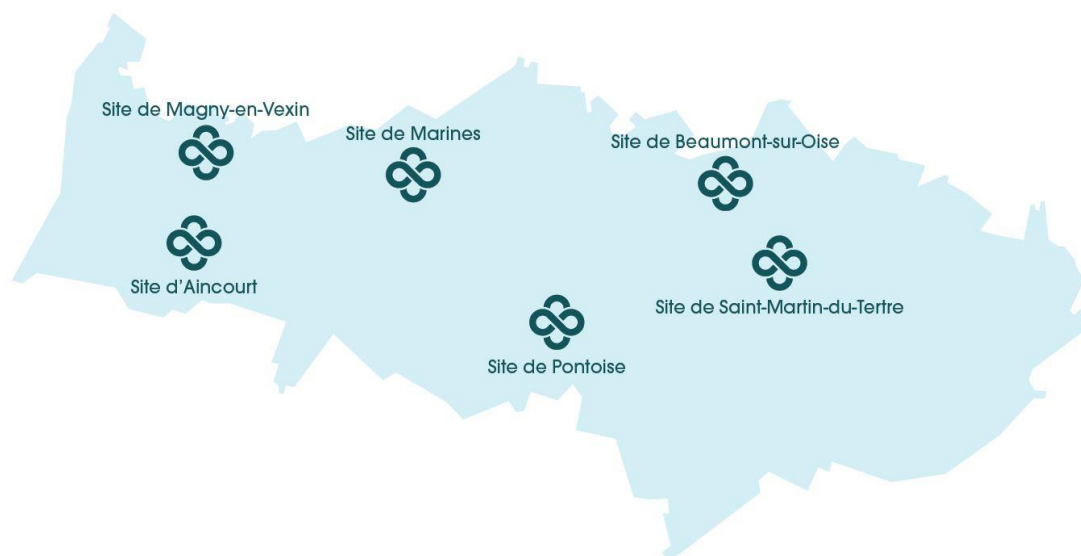
<b>ARTICLE 1 – GENERALITES</b>	4
<b>ARTICLE 2 – OBJET</b>	5
<b>ARTICLE 3 – NORMES ET REGLEMENTS</b>	6
1. Pour les règlements :	6
2. Pour les normes :	7
<b>ARTICLE 4 – NATURE DES INSTALLATIONS</b>	9
1. Commune de Pontoise :	9
○ Site principal, 6 avenue de l'île de France	9
2. Commune de Beaumont sur Oise :	10
○ Site principal, 25 rue Edmond TURQ	10
○ Les Oliviers, Route de Noisy	10
3. Commune de Aincourt :	11
4. Commune de Magny en Vexin :	11
5. Commune de Marines :	12
<b>ARTICLE 5 – DEFINITION DES PRESTATIONS</b>	12
1. Consistance générale des prestations forfaitaires.	12
2. Modalités générales d'exécution.	12
3. Niveaux de prestation requis.	12
4. Prestations de Maintenance Préventive	13
○ Maintenance préventive réglementaire.	13
○ Consignations	14
○ Maintenance « constructeur » et dépollution.	14
○ Remplacement des batteries.	14
5. Assistance.	15
6. Prestations de Maintenance Corrective	15
○ Maintenance corrective forfaitaire.	15
○ Traitement des réserves des Contrôles Techniques Réglementaires (CTR) suite au passage de l'organisme de contrôles	15
7. Gestion des fournitures et pièces.	16
8. Prestations Hors Forfaits.	16
○ Prestation de la part à commande	17
<b>ARTICLE 6 – ETAT DES LIEUX</b>	17
<b>ARTICLE 7 – QUALIFICATION DU TITULAIRE</b>	17
1. Généralités	17
2. Organisation et qualification minimales attendues	18

○	<i>Référent Technique Marché :</i>	18
○	<i>Les techniciens intervenants :</i>	18
<b>ARTICLE 8 – SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE</b>		19
1.	<b>Obligation de conseil</b>	19
2.	<b>Documentation technique</b>	19
3.	<b>Sécurité</b>	19
4.	<b>Réunions périodiques</b>	19
5.	<b>Rapport d'intervention</b>	20
<b>ARTICLE 9 – MODALITES D'INTERVENTIONS</b>		21
1.	<b>Programme des interventions</b>	21
2.	<b>Horaires d'intervention</b>	21
3.	<b>Délais d'intervention de dépannage</b>	21
<b>ARTICLE 10 – FORMATIONS</b>		22
<b>ARTICLE 11 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS HORS FORFAIT</b>		22

## ARTICLE 1 – GENERALITES

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de définir les prestations relatives au marché de maintenance des Alimentations Sans Interruption, dit « onduleurs », présents sur les sites suivants :

- Site Pontoise, incluant les annexes extérieures
  - Cmp Petits loups Cergy
  - Cmp François Villon Cergy Saint Christophe
- Site de Beaumont sur Oise
- Site des Oliviers
- Site de Saint Martin Du Tertre
- Site de Domont
- Site de Marines
- Site de Magny en Vexin
- Site d'Aincourt.



Le présent marché est à obligation de résultats avec une mise à disposition de moyens humains dont les qualifications minimums attendues sont décrites à l'article 7.2 du présent CCTP.

De manière générale, les prestations attendues dans ce marché contiennent à minima :

- les niveaux de maintenance de 1 à 4, tels que définis dans la norme AFNOR NF EN 13306 (indice de classement X 60-319) pour l'ensemble du périmètre couvert par le présent marché.
- la fourniture et l'acheminement par le titulaire de l'ensemble des accessoires et des équipements nécessaires à toutes les opérations de maintenances (préventives comme correctives) dans la limite de prix décrite au présent CCTP, sans notion d'obsolescence.
- la fourniture et l'acheminement par le titulaire de l'ensemble des matériels de manutention ou d'accessibilité (tel que des échelles, plates-formes individuelles roulantes légères, échafaudages mobiles ou fixes, nacelles etc.) de mesure ou de réparation. Le titulaire devra donc disposer de ses propres moyens pour l'exécution de son marché.

Si le matériel utilisé par le titulaire présente une non-conformité :

- Relative à une loi ou une norme en vigueur

Ou

- Un risque pour l'utilisateur et/ou son environnement immédiat,

L'HÔPITAL NOVO se réserve le droit de suspendre, aux torts exclusifs du titulaire, l'intervention en cours jusqu'au remplacement ou la réparation du matériel d'intervention incriminé.

Le titulaire tiendra compte des particularités et des contraintes de chaque site (plage d'ouverture aux visiteurs, typologie d'activité médicale, etc.) pour organiser et réaliser ses interventions.

La remise en état et bon fonctionnement des installations relevant du périmètre du marché suite à une dégradation/casse du fait du titulaire sera à sa charge pleine et entière.

En cas de défaillance du titulaire sur ses prestations, L'HÔPITAL NOVO se réserve le droit de faire exécuter celles-ci par un tiers compétent aux frais et risques du titulaire.

## ARTICLE 2 – OBJET

Le présent marché est à obligation de résultats. Il se décompose en une part forfaitaire et une part à bons de commandes :

- La **partie forfaitaire**, conformément à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), porte sur :
  - La maintenance préventive, selon les préconisations des constructeurs, main d'œuvre et toutes fournitures, pièces et accessoires inclus,
  - La maintenance corrective, main d'œuvre et toutes pièces et accessoires d'un montant inférieur ou égal à 250 € HT (remise comprise) inclus,
  - Les assistances tel que décrites à l'article 5.5 du présent CCTP
  - Le remplacement de 25% du parc de batteries par an,
  - La dépollution de 25% du parc objet du présent marché par an,
  - L'astreinte.
- La **partie à bons de commande**, conformément aux tarifs listés au Bordereau de Prix Unitaires (BPU), porte sur :
  - Les prestations de remplacement des pièces et organes non prévus dans les gammes de maintenance,
  - Les assistances ponctuelles (dans le cadre d'opérations de travaux touchant les équipements au périmètre du présent marché ou leur environnement direct) sur la base des tarifs horaires,
  - La main d'œuvre et les pièces à remplacer sur les équipements du périmètre suite à un mauvais usage par un tiers ou un vandalisme,
  - Les dépollutions ponctuelles, fonction d'un mauvais usage par un tiers ou un vandalisme,
  - La fourniture et pose ponctuelle de batteries, fonction d'un mauvais usage par un tiers ou un vandalisme.

## ARTICLE 3 – NORMES ET REGLEMENTS

La liste ci-après n'est pas limitative. En effet, tous les textes, règlements et normes existants à la remise de l'offre sont applicables.

Sont donc à minima applicables :

### 1. Pour les règlements :

- Le Code du travail,
- Le Code de la Santé Publique,
- Le Code de l'Environnement,
- Le Code de l'Urbanisme
- Le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH)
- L'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (dispositions générales) ainsi que les arrêtés relatifs aux dispositions particulières en vigueur dans l'établissement (U, J, R, W)
- La loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité,
- Le décret n° 2000-456 du 29 mai 2000 relatif à l'éligibilité des consommateurs d'électricité et portant application de l'article 22 de la loi précitée,
- Le décret n° 2000-877 du 7 septembre 2000 relatif à l'autorisation d'exploiter les installations de production d'électricité,
- L'arrêté du 5 juillet 1990 fixant les consignes générales de délestages sur les réseaux électriques (distributeurs)
- Le décret 1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (titre III : hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques,
- L'arrêté du 20 décembre 1988 modifié par l'arrêté du 10 janvier 1992 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications,
- L'arrêté du 17 janvier 1989 concernant les instructions générales de sécurité d'ordre électrique,
- L'arrêté du 7 janvier 1993, relatif aux caractéristiques du secteur opératoire mentionné à l'article D. 712-31 du code de la santé publique pour les structures pratiquant l'anesthésie ou la chirurgie ambulatoire visées à l'article R.712-2-1 (b) de ce même code.
- L'arrêté du 3 octobre 1995 relatif aux modalités d'utilisation et de contrôle des matériels et dispositifs médicaux assurant les fonctions et actes cités aux articles D.712-43 et D.712-47 du code de la santé publique.
- L'arrêté du 25 avril 2000 relatif aux locaux de pré-travail et de travail, aux dispositifs médicaux et aux examens pratiqués en néonatalogie et en réanimation néonatale prévus à la section IV « conditions techniques de fonctionnement relatives à l'obstétrique, à la néonatalogie et à la réanimation néonatale » du code de la santé publique,
- L'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications,
- La circulaire DRT n° 89-2 du 6 février 1989 modifiée le 29 juillet 1994 relatives aux mesures destinées à assurer la sécurité des travailleurs contre les dangers d'origine électrique dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques,
- L'arrêté du 14 avril 1995 relatif aux conditions techniques de raccordement au réseau public des installations de production autonome d'énergie électrique.
- L'arrêté du 21 juillet 1997 relatif aux conditions techniques de raccordement au réseau public des

installations de production autonome d'énergie électrique de moins de 1 MW,

- L'arrêté du 3 juin 1998 relatif aux conditions techniques de raccordement au réseau public HTA des installations de production autonome d'énergie électrique de puissance installée supérieure à 1 MW,
- La loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie,
- Le décret n° 74-415 du 13 mai 1974 relatif au contrôle des émissions polluantes dans l'atmosphère et à certaines utilisations de l'énergie thermique,
- Le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, complété et modifié,
- Le décret n° 91-482 du 15 mai 1991 relatif au régime d'autorisation applicable aux centrales thermiques produisant de l'énergie électrique et utilisant exclusivement ou principalement des combustibles pétroliers,
- L'arrêté du 10 décembre 1975 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les groupes électrogènes de puissance,
- L'arrêté du 29 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- L'arrêté du 2 janvier 1986 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les groupes électrogènes de puissance,
- L'arrêté du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées,
- L'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- L'arrêté du 25 juillet 1997, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (Combustion),
- L'arrêté du 10 août 1998 modifiant l'arrêté du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (Combustion),
- La circulaire n°93-17 du 28 janvier 1993 relative à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre.

## **2. Pour les normes :**

- NF C 13-100 Postes de livraison établis à l'intérieur d'un bâtiment et alimentés par un réseau de distribution public de deuxième catégorie complété et modifié,
- NF C 13-200 Installations électriques à haute tension – Règles, complété et modifié,
- NF C 14-100 Installations de branchement de première catégorie, comprises entre le réseau de distribution et l'origine des installations internes – Règles complété et modifié,
- NF C 15-100 Installations électriques à basse tension, Règles, complétées et modifiées, et ses guides d'application
- NF C 16-160 Installations pour la production et l'utilisation des rayons X, Règles générales, complétées et modifiées,
- NF C 15-211 Installations électriques à basse tension – Installations dans les locaux à usage médical, complétée et modifiée,
- NF C 17-100 Protection contre la foudre – Protection des structures contre la foudre – Installation de paratonnerres, complété et modifié
- NF C 17-102 Protection des structures et des zones ouvertes contre la foudre par paratonnerre à dispositif d'amorçage, complété et modifié,
- NF C 17-300 Conditions d'utilisation des diélectriques liquides. Première partie : Risques d'incendie, complété et modifié

- NF C 27-300 Classification des diélectriques liquides d'après leur comportement au feu, complété et modifié,
- NF C 61 740 Parafoudres pour installations basse tension, complété et modifié,
- NF S 61-940 Systèmes de Sécurité (S.S.I.) – Alimentations Electriques de Sécurité (A.E.S.) – Règles de conception, complété et modifié.
- Compatibilité électromagnétique : conformément à la directive CEM 89/336/CEE, la norme EN 60601- 1-2 est la norme harmonisée qui s'applique spécifiquement aux équipements médicaux. Elle fixe notamment les niveaux d'émission et d'immunité applicables. Les règles applicables aux émetteurs hertziens de forte puissance sont décrites dans la norme EN 55011. La terminologie utilisée pour ces appareils est ISM : appareils Industriels Scientifiques et Médicaux. La gamme de fréquence concernée s'étend de 9 kHz à 400 GHz. Les normes génériques applicables aux environnements industriels sont aussi applicables en milieu hospitalier : la norme EN 50081-2 pour l'émission de parasites et la norme EN 50082-2 (ou son équivalent CEI 1000-6-2) pour l'immunité des appareils. Ces normes traitent des problèmes liés aux champs électromagnétiques, aux décharges électrostatiques, aux surtensions transitoires sur les installations courants forts et courants faibles, aux creux et aux coupures de tension. Pour chaque cas précis, elles renvoient le lecteur vers une norme NF, EN ou CEI plus spécifique. Plus généralement, les normes de la série CEI 1000-x-x sont applicables dans toute installation électrique.
- Publication UTE C 18-510 : Recueil d'instructions générales de sécurité d'ordre électrique, complété et modifié,
- Publication UTE C 18-540 : Carnet de prescriptions de sécurité électrique destiné au personnel habilité basse tension, complété et modifié,
- XP X 60-010 : Maintenance – Concepts et définitions des activités de maintenance, complété et modifié
- Guide technique de la distribution, Protection des installations raccordées aux réseaux de distribution et comportant une source autonome.
- Cahier des charges de la distribution publique.

De manière générale, le titulaire, dans le cadre de son devoir de conseil, assurera la veille réglementaire relative à ses domaines d'intervention et informera l'établissement de toute modification pouvant impacter le contenu de ses prestations sur ses périmètres d'intervention.



## ARTICLE 4 – NATURE DES INSTALLATIONS

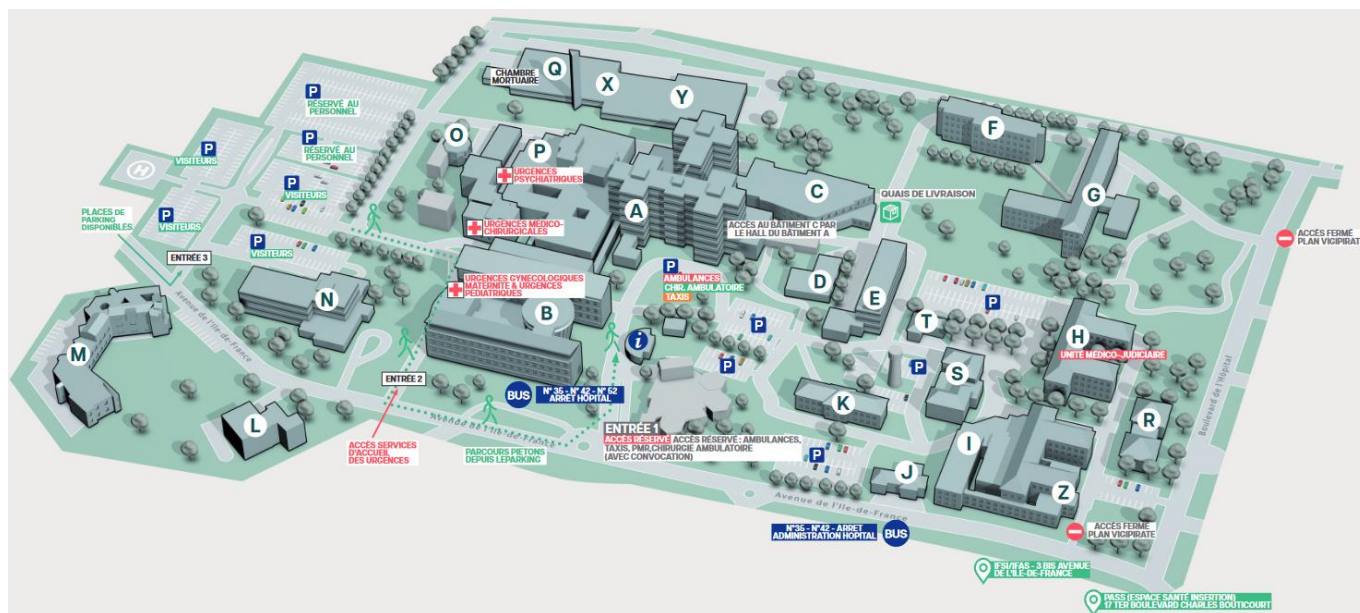
Le Centre Hospitalier Intercommunal de Poissy Saint-Germain-en-Laye (L'HÔPITAL NOVO) est composé de plusieurs sites. De manière plus précises, les installations objet du présent marché sont décrites à l'annexe 2 « DESCRIPTIF GENERAL ».

De manière générale, les équipements d'une puissance inférieure ou égale à 5kVA ne seront traités qu'en correctif, voire remplacement, par l'intermédiaire des bordereaux du BPU.

Les sites principaux, objet du marché, sont répartis comme suit :

### 1. Commune de Pontoise :

- Site principal, 6 avenue de l'île de France

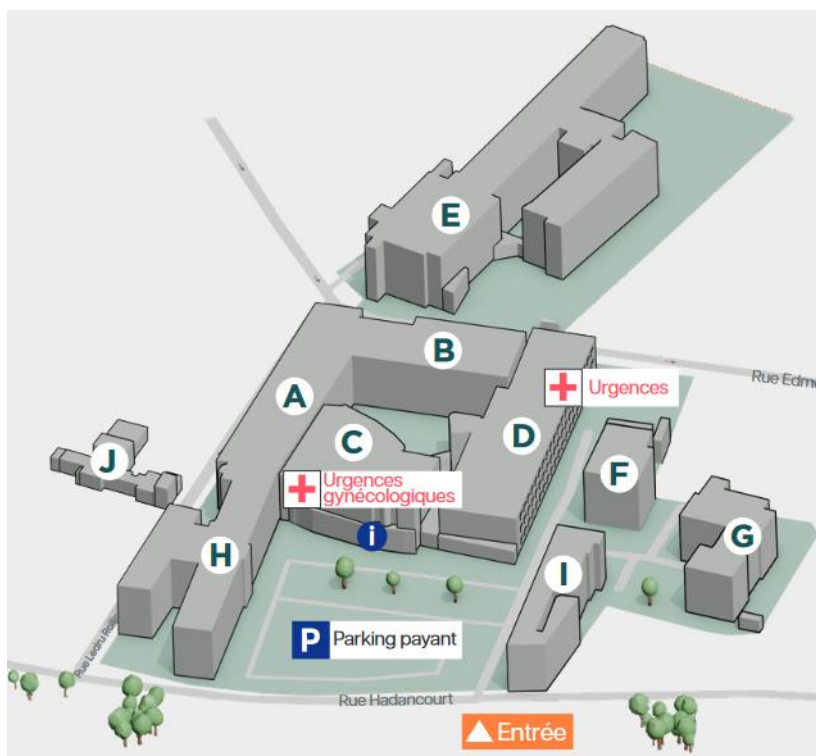


Pour ce site, les installations incluses dans le périmètre du marché sont :

USAGE	NOMBRE
MEDICAL	6
TECHNIQUE	11
BUREAUTIQUE	9
MIXTE	0
<b>TOTAL</b>	26

## 2. Commune de Beaumont sur Oise :

- Site principal, 25 rue Edmond TURQ



Pour ce site, les installations incluses dans le périmètre du marché, sont :

USAGE	NOMBRE
MEDICAL	8
TECHNIQUE	2
BUREAUTIQUE	0
MIXTE	1
<b>TOTAL</b>	<b>11</b>

- Les Oliviers, Route de Noisy.



Pour ce site, les installations incluses dans le périmètre du marché, sont :

USAGE	NOMBRE
MEDICAL	0
TECHNIQUE	3
BUREAUTIQUE	1
MIXTE	0
<b>TOTAL</b>	<b>4</b>

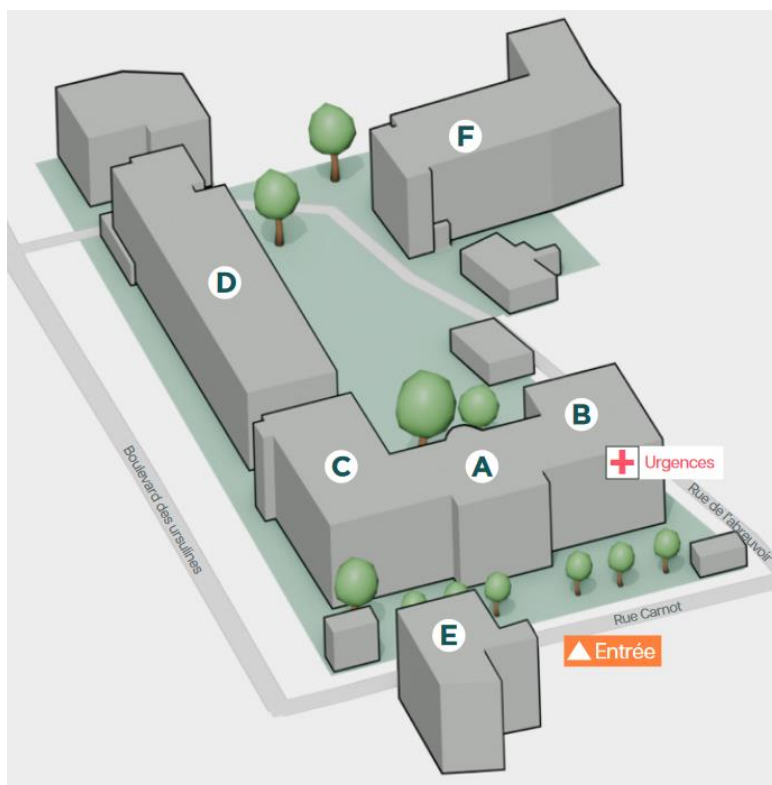
### 3. Commune de Aincourt :



Pour ce site, les installations incluses dans le périmètre du marché, sont :

USAGE	NOMBRE
MEDICAL	0
TECHNIQUE	0
BUREAUTIQUE	0
MIXTE	2
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>

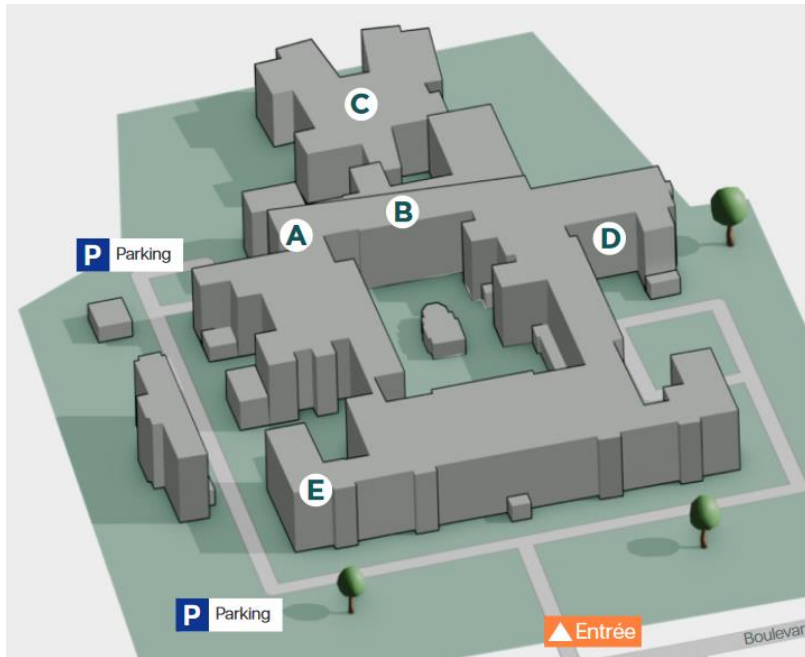
### 4. Commune de Magny en Vexin :



Pour ce site, les installations incluses dans le périmètre du marché, sont :

USAGE	NOMBRE
MEDICAL	0
TECHNIQUE	3
BUREAUTIQUE	4
MIXTE	2
<b>TOTAL</b>	<b>9</b>

## 5. Commune de Marines :



Pour ce site, les installations incluses dans le périmètre du marché, sont :

USAGE	NOMBRE
MEDICAL	0
TECHNIQUE	3
BUREAUTIQUE	4
MIXTE	1
<b>TOTAL</b>	<b>8</b>

## ARTICLE 5 – DEFINITION DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à une obligation de résultat sur son périmètre. A ce titre, il doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour s'assurer du bon fonctionnement de ces installations.

### 1. Consistance générale des prestations forfaitaires.

Dans le cadre de son mémoire technique, et au-delà des attentes minimales décrites à l'annexe 1, le candidat proposera l'ensemble des gammes complètes et le programme de maintenance nécessaires, conformément aux normes et à la réglementation en vigueur. Cela concerne l'ensemble du périmètre défini dans le présent marché.

Ces éléments feront l'objet d'une validation préalable, lors de l'analyse de la candidature, et seront adaptés par le titulaire pendant l'exécution du marché sur demande et/ou validation de L'HÔPITAL NOVO.

### 2. Modalités générales d'exécution.

L'ensemble des interventions devra être effectué selon la programmation validée avec L'HÔPITAL NOVO. En effet, en raison de l'activité continue du Centre Hospitalier, et de la criticité de celle-ci, sur demande expresse de L'HÔPITAL NOVO, certaines prestations de maintenance seront effectuées selon les plages de disponibilités des services impactés.

Il s'agit des :

- Maintenances correctives nécessitant des coupures électriques,
- Maintenances préventives à la demande de L'HÔPITAL NOVO,
- Assistances ponctuelles telles que décrites à l'article n°5.5.

### 3. Niveaux de prestation requis.

Dans le cadre des prestations dues au marché, le titulaire effectue sur l'ensemble de son périmètre les premières interventions : vérification présence tension, mise en sécurité électrique, premier diagnostic de panne, etc.

Sur les installations relevant de sa responsabilité, dans le cadre du présent marché, le titulaire intègre à son forfait :

- La maintenance préventive,
- La maintenance corrective,

- La main d'œuvre, y compris indemnité pour le travail dans des conditions particulières (nuit, dimanche, salubrité...) nécessaire à son intervention,
- L'intervention de personnel agréé pour les équipements sous agrément constructeur,
- Les tests de fonctionnalité des capteurs et actionneurs GTC, tels que spécifiés dans différentes gammes de maintenance, concernent principalement les points dont la défaillance ne peut être observée en exploitation normale.

*Aujourd'hui, aucun onduleur de l'établissement n'est concerné par cet item. L'HÔPITAL NOVO pourrait être amené à déployer progressivement cette fonctionnalité sur l'ensemble de son parc à compter de l'année 3 du marché.*

*Il s'agit des alarmes, des synthèses défauts, et de mesures. Ces tests seront effectués à l'occasion d'opération de maintenance préventive générale en coordination avec les opérateurs GTC. Pour tout défaut constaté sur un report d'information vers la GTC, d'une installation dont la maintenance est due par le titulaire, il appartient à celui-ci de déterminer si l'origine de la défaillance provient du capteur lui-même, ou de la filerie provenant de l'automate AUT. Si tel est le cas, le titulaire assurera le remplacement du capteur et de la filerie (pièces et main d'œuvre) dans le cadre de son forfait. Si la défaillance provient du traitement de l'alarme, il en informera le responsable pour l'Établissement pour intervention de l'entreprise en charge de la maintenance du système GTC.*

*Les capteurs ou actionneurs mis en œuvre devront répondre aux spécifications techniques définies par la GTC.*

*La date de réalisation et le temps nécessaire à cette intervention n'étant pas estimable au moment de la rédaction du marché, cette part de prestation fera l'objet d'un avenant en cas de mise en place.*

- L'ensemble des moyens (outillages, appareils de mesure, matériel de manutention et de levage) nécessaires aux prestations.
- L'assistance technique aux organismes de contrôles et aux entreprises amenées à intervenir sur les installations gérées par le titulaire.
- Les levées de réserves issues des contrôles techniques réglementaires ne relevant pas du vandalisme.
- Les frais de déplacements (intersites, astreinte, etc.).
- Les fournitures des pièces détachées et consommables, tel que définies aux articles 2, 5.6 et 5.7 du présent CCTP.
- L'assistance technique générale à la maîtrise d'ouvrage pour toutes manœuvres jugées nécessaires à l'exploitation et l'amélioration des installations.
- La réalisation de rapports d'activité et la gestion des informations.
- La mise à jour des plans et de la documentation d'exploitation.
- Le renseignement de la GMAO ou de tout autre système de traçabilité.

#### **4. Prestations de Maintenance Préventive**

##### **○ Maintenance préventive réglementaire.**

Le programme et les gammes de maintenance listés en Annexe 1 représentent le minimum obligatoire de prestations que le titulaire doit réaliser, dans le cadre du forfait, pour concourir à la sécurité des usagers et des biens, soit à minima :

- Nettoyage,
- Contrôle de l'alimentation,
- Contrôle de l'intensité,
- Contrôle des tensions de sortie,
- Contrôle de la fréquence et des harmoniques,
- Contrôle des appareils de mesure (A/V),
- Contrôle nettoyage et graissage si nécessaire des bornes et éléments batteries,
- Vérification des reports GTC,
- Contrôle du temps de décharge batterie à la puissance nominale

Il appartient au titulaire, en concertation avec L'HÔPITAL NOVO, dans les deux (2) mois qui suivent la notification du marché, de les adapter à la nature exacte des équipements et de préciser les paramètres de fonctionnement qui seront relevés à l'occasion de ces opérations.

Le cas échéant, il tire toutes les conséquences d'une évolution du programme sur les plannings décrits.

L'HÔPITAL NOVO prononcera l'approbation définitive de ce programme dans un délai de 30 jours à compter de sa présentation.

Pour les équipements sous agrément constructeur, le titulaire devra en respecter les préconisations et appliquer les instructions du constructeur, notamment en ne permettant qu'à des personnes agréées d'intervenir.

Le titulaire pourra soumettre chaque semestre à L'HÔPITAL NOVO, les modifications qu'il préconise d'apporter au programme de maintenance, assorties des justifications nécessaires (réglementation et exploitation).

Après accord écrit de L'HÔPITAL NOVO, il établira le nouveau programme dont la mise en application sera immédiate. Le titulaire adaptera les moyens en personnel, outillage et fournitures au nouveau programme.

Si une opération de maintenance préventive est repoussée suite à une insuffisance du titulaire entraînant le non-respect des plannings d'interventions programmées, L'HÔPITAL NOVO peut appliquer les pénalités prévues au CCAP et faire exécuter la prestation défaillante par un tiers aux frais et risques du titulaire.

- Consignations.

De manière générale, les consignations sont et restent à la charge du personnel électricien de L'HÔPITAL NOVO.

Il appartient au titulaire d'effectuer, pour ses propres prestations, ainsi que pour les interventions des autres prestataires de L'HÔPITAL NOVO, que les consignations électriques sur les équipements dont il a la charge sont bien effectives avant toute intervention.

Ces consignations seront faites en respectant les procédures en vigueur dans l'établissement, en particulier l'élaboration de documents tels que l'attestation de consignation, l'autorisation de travail, etc. ; suivant le plan de prévention et les instructions permanentes de sécurité en vigueur à L'HÔPITAL NOVO.

Les personnes exécutant ces consignations devront pouvoir justifier des habilitations requises selon la norme NFC 18-510.

- Maintenance « constructeur » et dépollution.

Pour les équipements relevant de sa responsabilité, le titulaire devra réaliser chaque année un entretien de niveau 2 ou 3, suivant les normes NFX 60-010 et NF EN 13306, sur l'ensemble du parc.

Cette intervention devra être programmée et validée au moins 30 jours avant son exécution.

En supplément de l'entretien de niveaux 2 ou 3 décrit précédemment, le titulaire assurera la réalisation d'une maintenance de niveau 4 (dite « constructeur ») ainsi qu'une dépollution de l'ensemble des appareils intégrés au parc sous sa responsabilité sur la durée totale du marché, à raison de 25% des équipements par an.

- Remplacement des batteries.

Pour les équipements relevant de sa responsabilité, le titulaire devra réaliser chaque année un entretien de niveau 2 ou 3, suivant les normes NFX 60-010 et NF EN 13306, sur l'ensemble du parc.

Cette intervention devra être programmée et validée au moins 30 jours avant son exécution.

En supplément de l'entretien de niveaux 2 ou 3 décrit précédemment, le titulaire assurera la réalisation du remplacement de 25% en moyenne par an des batteries présentes sur le parc équipement relevant de sa responsabilité, à l'exception des équipements indiqués comme exclus dans l'Annexe 2.

Ce remplacement se fera sur validation du programme par L'HÔPITAL NOVO et devra être proposé en intégrant les suggestions disponibles au niveau de l'Annexe 2.

## **5. Assistance.**

Le forfait comprend l'assistance à l'HÔPITAL NOVO sur les points suivants :

- Les visites réglementaires effectuées par toute société de contrôle agréée. Le titulaire devra y assister, et effectuer les manœuvres que pourraient nécessiter ces opérations.
- Les visites ou essais qu'il convient d'effectuer pour améliorer les performances des équipements et la participation à l'analyse des résultats.
- L'information de l'HÔPITAL NOVO de tout changement ou de toute modification des normes et réglementations diverses intéressant les équipements, ainsi que des incidences financières induites.
- La participation à une moyenne de 3 réunions de chantiers par an, soit un total de 12 réunions sur la totalité de la durée du marché. Ces réunions sont à des fins de conseils, d'essais et réception de travaux réalisés par d'autres entreprises, et concernent tout type d'équipement dépendant des installations gérées par le titulaire. Les occurrences à compter d'une éventuelle treizième réunion seront rémunérées sur la base des bordereaux de prix présents au BPU.

## **6. Prestations de Maintenance Corrective**

### **○ Maintenance corrective forfaitaire.**

La maintenance corrective intégrée au forfait comprend la première intervention et le diagnostic de la panne, ou de la défaillance, sur tous les équipements tel qu'indiqué à l'article 4 et l'annexe 2 du présent CCTP.

Les prestations de maintenance corrective intègrent au forfait :

- La main d'œuvre pour le remplacement des pièces détachées ou équipements, quelques soient leurs coûts unitaires.
- La fourniture des pièces détachées ou des équipements dont le coût unitaire est inférieur ou égal à 250 € HT, remise déduite sur prix catalogue dont le titulaire pourrait bénéficier. Pour toute pièce d'un montant supérieur à 250 € HT, une proposition devra systématiquement nous être soumise pour approbation avant intervention en y intégrant le devis fournisseur.
- La garantie d'une intervention conformément aux dispositions de l'article 9.3.

Le correctif a pour origine possible :

- Un constat d'anomalie rédigé par le titulaire,
- Une demande spécifique formulée par l'un des représentants de la DSMI de l'HÔPITAL NOVO.

Il doit être réalisé conformément aux différentes clauses du présent marché, avec tous les moyens nécessaires en vue de réduire au maximum la durée d'indisponibilité de l'installation, et en tenant compte de son degré d'urgence.

Le correctif sera, quel que soit le degré d'urgence, considéré comme terminé seulement si :

- L'équipement est dans un parfait état de fonctionnement et de propreté.
- Toutes les pièces défectueuses ont été remplacées. Lorsqu'une pièce défectueuse n'a pas pu être remplacée, toutes les dispositions de mise en sécurité nécessaires seront mises en œuvre. Le titulaire rédige, si besoin, un constat d'anomalie conformément aux dispositions de l'article 8.5 du présent CCTP.

### **○ Traitement des réserves des Contrôles Techniques Réglementaires (CTR) suite au passage de l'organisme de contrôles**

Toutes les réserves issues des rapports de CTR devront avoir été levées à la date anniversaire de la visite du contrôle. Lors des réunions trimestrielles d'activités, l'état d'avancement, correspondant à minima à un foisonnement d'un quart de levées des réserves transmises, sera systématiquement annexé au rapport.

Pour les cas particuliers, notamment ceux nécessitant des travaux lourds ou une programmation budgétaire ne permettant pas de tenir ce calendrier, un délai supplémentaire pourra être accordé après accord écrit de l'HÔPITAL NOVO.



Dans le cadre de l'optimisation de la prestation, le titulaire a pour obligation ; sauf anomalies liées à une vétusté avérée, et signalée à l'établissement, et sauf vandalisme, de s'assurer d'une diminution de 20% par an du nombre d'observations émises par le Bureau de contrôles.

A l'exception de l'année 1 du marché, le nombre de récurrences émises dans le cadre de ces mêmes rapports doit être ramené à 0, sauf demande explicite de l'HÔPITAL NOVO.

Cependant, cela ne dédouane pas le titulaire de l'obligation de conseil.

L'ensemble des éléments du présent article font l'objet d'une obligation de résultats. En cas de manquements, les pénalités correspondantes décrites au CCAP seront appliquées.

## **7. Gestion des fournitures et pièces.**

Le titulaire est seul responsable de la gestion des pièces et fournitures qui sont dues au titre du présent marché.

Le titulaire veillera à la régularité des livraisons des fournitures en tenant compte des délais de livraison de chaque article, afin d'assurer ses prestations dans les délais impartis.

Il ne pourra arguer du fait qu'il ne dispose pas des pièces et fournitures pour retarder une prestation due au titre du marché, que ce soit une prestation de maintenance préventive, ou corrective. La seule exception à cette règle concernera les pièces et fournitures en rupture de stocks chez les fournisseurs, si, préalablement, le titulaire en a informé par écrit l'HÔPITAL NOVO.

Les fournitures intégrées au marché concernent tous les consommables, fournitures, et pièces détachées d'un montant unitaire inférieur ou égal à 250 € H.T, remise déduite sur prix catalogue dont le titulaire pourrait bénéficier. Pour toute pièce d'un montant supérieur à 250 € HT, une proposition devra systématiquement être soumise à l'HÔPITAL NOVO pour approbation avant intervention.

Les pièces détachées mises en œuvre seront des pièces neuves d'origine, ou conformes aux spécifications du constructeur. Les Spécifications Techniques Détaillées (STD) des pièces détachées qui ne sont pas d'origine devront être soumises à l'approbation de l'HÔPITAL NOVO.

Ces fournitures concernent notamment :

- Le matériel permettant d'exécuter les consignations (cadenas, dispositifs de balisage et de mise à la terre).
- Les accessoires de sécurité aux normes pour les consignations (gants, tapis d'isolation, éclairage de sécurité portable, etc.).
- Les fournitures consommables : les chiffons, huiles, peinture, pour reprises partielles...
- les étiquettes de date d'intervention sur chacun des composants remplacés lors des opérations de maintenance (étiquettes de couleurs différentes par année, avec mois et date de l'intervention).
- Les outillages légers ou lourds (y compris des outils améliorant la productivité).
- Les moyens d'accès à l'ensemble des équipements (PIRL, nacelles, gazelles, etc.).

Tous les composants pour la maintenance devront être compatibles avec les installations existantes, conformes aux normes en vigueur, et soumis à la validation de l'HÔPITAL NOVO.

*Remarque : en cas de désaccord sur le coût d'une pièce détachée ou d'un équipement ; le coût prouvé par le l'HÔPITAL NOVO sera la seule référence.*

## **8. Prestations Hors Forfaits.**

Les prestations suivantes sont exclues du forfait :

- Remplacement de matériel(s) suite à vandalisme,
- Assistances dans le cadre d'opérations de travaux (modernisation et/ou modification des installations relevant du périmètre du présent marché) à compter de la 13<sup>ème</sup> sollicitation.

Ces prestations seront éventuellement réalisées au titre de la part à commandes du marché, en conformité avec les tarifs décrits au BPU, ou feront l'objet d'un marché spécifique.



Toutefois, dans le cas où la sécurité des personnes et/ou des biens est en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent. Il en informe l'HÔPITAL NOVO dans un délai de deux (2) heures maximum et établit le devis correspondant sous huit (8) jours calendaires.

- Prestation de la part à commande

Le présent marché comprend une part à commande dont le montant maximum annuel représente 30 % du montant global et forfaitaire.

Les prestations à commande seront réglées après réception des prestations définies dans chaque bon de commande sur la base des tarifs listés au BPU.

## **ARTICLE 6 – ETAT DES LIEUX**

Les listes des équipements annexées au présent CCTP (Annexe 2) sont données à titre indicatif. Dans le cadre de la prise en charge du marché, le titulaire réalisera dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification, un inventaire des installations dont il a la charge. Cet inventaire devra permettre de connaître précisément les installations (liste du matériel, caractéristiques techniques, quantitatif, localisation géographique, etc.) et leur état respectif.

Un rapport sera établi par le titulaire, dans les 10 jours suivants cet état des lieux, à l'attention de l'HÔPITAL NOVO. Sans remarque de la part de l'HÔPITAL NOVO dans un délai de 30 jours, les conclusions de l'état des lieux sont réputées acceptées et opposables.

Le titulaire renonce à faire état d'éventuelles difficultés provenant de l'état des équipements ou installations qu'il a reconnu avoir visité avant la remise de son offre. De ce fait, celui-ci ne peut se prévaloir de ses éventuelles difficultés pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations décrites.

A la fin du marché, le titulaire laissera les installations en parfait état de propreté, de fonctionnement, de sécurité et libre de tous verrouillages interdisant la gestion normale des équipements. Un état des lieux contradictoire sera effectué deux (2) mois avant l'achèvement du marché. Le titulaire aura un (1) mois pour corriger les éventuels défauts constatés sous peine de se voir appliquer des pénalités.

Tous les plans et notices relatifs aux installations disponibles seront tenus à disposition du titulaire à compter de la notification du marché. Le titulaire devra effectuer toutes les mises à jour documentaires, si des modifications ont été apportées pendant la période contractuelle, et remettre une copie des documents au gré de la survenance des dites modifications. L'intégralité des documents mis à jour sera remise à l'HÔPITAL NOVO, au plus tard un (1) mois avant la fin du marché.

## **ARTICLE 7 – QUALIFICATION DU TITULAIRE**

### **1. Généralités**

Dans son mémoire méthodologique, le titulaire devra mentionner l'organisation qu'il prévoit pour ses équipes et il devra pouvoir justifier par ailleurs auprès de l'HÔPITAL NOVO que tous ses intervenants ont reçu une formation adéquate en vue d'assurer la maintenance des installations (Habilitation, agrément, CACES, etc.).

Le titulaire respectera l'organisation qu'il a prévu dans le mémoire méthodologique pour ses équipes, en matière d'effectifs et de qualifications de ses intervenants, et le maintien des compétences de ses agents.

Il établira, dans un délai d'un mois après la prise en charge du marché, un plan assurance qualité particulier, avec prise en compte des procédures de l'HÔPITAL NOVO et de l'organisation des équipes en place. Elle définira des critères qualité permettant un suivi de la maintenance préventive et corrective.

Cela concerne l'ensemble du périmètre défini au présent marché et doit concourir à la préservation de la sécurité des usagers et des biens.

Ces éléments seront adaptés par le titulaire, pendant l'exécution du marché, sur demande et/ou validation de l'HÔPITAL NOVO.

Avant tout remplacement de personnel, le titulaire devra prévenir l'HÔPITAL NOVO un mois au préalable par courrier (sauf cas exceptionnel pour faute grave).

L'HÔPITAL NOVO pourra exiger le remplacement du personnel ne présentant pas les compétences requises. Le remplacement devra être effectué dans un délai de 1 mois à réception du courrier de demande de l'HÔPITAL NOVO.

Le candidat tient compte de ces obligations pour organiser son équipe et transmettre dans son dossier de réponse les éléments de preuve pour le personnel concerné. Le titulaire affectera le personnel qualifié et habilité aux exigences des interventions dans un Centre Hospitalier.

## **2. Organisation et qualification minimales attendues**

Le personnel proposé par le titulaire devra satisfaire, à minima, aux critères de qualification décrits ci-après.

### **○ Référent Technique Marché :**

Le titulaire affectera le personnel d'encadrement et d'exécution, en nombre suffisant et possédant les qualifications nécessaires pour effectuer toutes les opérations demandées.

Le Référent Technique Marché devra justifier soit :

- D'un diplôme de niveau BTS, ou équivalent, dans le domaine correspondant au besoin du présent marché et d'une expérience d'au moins 5 ans sur des installations d'une technicité et d'une criticité comparables avec une Habilitation électrique en adéquation avec le besoin.
- D'un diplôme de BAC PRO, ou équivalent, dans le domaine correspondant au besoin du présent marché et d'une expérience d'au moins 8 ans sur des installations d'une technicité et d'une criticité comparables avec une Habilitation électrique en adéquation avec le besoin.

Il participera aux réunions périodiques avec le ou les représentants du L'HÔPITAL NOVO. Il assure le suivi de tous les documents administratifs en liens avec le marché, la coordination de toutes les interventions et sera l'interlocuteur privilégié de l'HÔPITAL NOVO.

Il devra présenter les compétences suivantes :

- Encadrement et management de l'équipe intervenante, y compris les sous-traitants,
- Gestion et établissement des devis,
- Gestion des achats, pièces, matériels, stocks,
- Gestion de la maintenance préventive, palliative et corrective,
- Gestion de l'outillage nécessaire à l'accomplissement de la prestation
- Gestion des contrôles réglementaires,
- Gestion sécuritaire et environnementale (bordereau de suivi des déchets, fiches de données de sécurité, habilitations, certificats, etc.),
- Etablissement des rapports des réunions trimestrielles et annuelles,

De manière générale, la gestion de l'ensemble des tâches liées à la conduite des installations.

### **○ Les techniciens intervenants :**

Les techniciens devront pouvoir justifier d'au moins 4 ans d'expérience sur des installations d'une technicité et d'une criticité comparables avec une Habilitation électrique en adéquation avec le besoin.

Le Titulaire devra pouvoir justifier par ailleurs auprès de l'HÔPITAL NOVO, que tous ses intervenants ont reçu une formation adéquate en vue d'assurer la maintenance des installations. (CACES, Certificat de stage, agrément, etc.).

La liste des personnes composant l'équipe avec leur qualification sera annexée au plan de prévention de l'HÔPITAL NOVO et sera régulièrement tenue à jour.

Le personnel sera en tenue identifiable, ou tout autres accessoires permettant d'être identifié (ex : badges etc.).

Le titulaire dispose d'un service d'astreinte technique, qui interviendra sur appel de l'HÔPITAL NOVO, ou sur demandes transmises par les outils de communication courants (téléphone, courriels, etc.) 7J/7, 24h/24.

## **ARTICLE 8 – SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE**

### **1. Obligation de conseil**

Eu égard à la nature de ses prestations, le titulaire s'engage à conseiller L'HÔPITAL NOVO sur les conditions d'exploitation des installations qui peuvent avoir un impact sur l'amélioration de la maintenance et de la longévité de celles-ci. Ces conseils circonstanciés seront communiqués par écrit à L'HÔPITAL NOVO. Ils pourront faire l'objet d'un chapitre particulier du bilan annuel de maintenance.

Le titulaire est tenu d'informer par écrit L'HÔPITAL NOVO de toute anomalie qu'il aura pu constater, quel que soit son niveau d'impact sur l'activité de l'établissement, dans le fonctionnement des installations.

Si les installations cessent d'être conformes à la législation ou à la réglementation en vigueur, le titulaire doit, sauf à engager sa responsabilité, le signaler par écrit à L'HÔPITAL NOVO, lequel se charge d'y remédier aussi rapidement que possible.

En cours d'exécution, lorsque le titulaire constate que des prestations supplémentaires sont à effectuer ou, au contraire que des opérations se révèlent inutiles, il doit demander l'accord du représentant de L'HÔPITAL NOVO avant toute modification dans l'exécution des prestations.

Le titulaire doit suivre les observations des organismes de contrôle dans le cadre des vérifications périodiques et remédier aux éventuels défauts constatés.

### **2. Documentation technique**

La documentation technique (schémas des appareils et installations, plans, notes de calcul et de performance, instructions du constructeur, fiches d'identité des matériels, notices descriptives, etc.) reste la propriété exclusive de L'HÔPITAL NOVO. Cette documentation mise à la disposition du titulaire par L'HÔPITAL NOVO n'est utilisée par celui-ci que pour l'exécution de ses prestations.

Le titulaire devra réaliser la mise à jour de ces documents originaux et leur reproduction sur support informatique et papier, en cas de modification des appareils ou équipements consécutive à ses interventions, dans le mois suivant la réalisation des modifications.

Le titulaire doit la tenue à jour des documents de gestion et d'organisation de ses prestations. L'HÔPITAL NOVO doit pouvoir consulter ces documents renseignés par le titulaire à tout moment. Un exemplaire sera mis à la disposition de L'HÔPITAL NOVO.

### **3. Sécurité**

Le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés aux personnes, aux biens, aux installations dont il assure les conditions d'exploitation. Il déclare avoir souscrit auprès de Compagnies d'assurance notoirement solvables des polices d'assurances couvrant sa responsabilité civile (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus). Il s'engage à produire à tout moment sur simple demande de L'HÔPITAL NOVO une attestation d'assurance valable.

Le titulaire du marché s'engage à enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité propres aux bâtiments de L'HÔPITAL NOVO et à contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés. Il s'engage, pour chaque opération de maintenance, à effectuer une analyse des risques et à établir un plan de prévention des risques électriques.

Le titulaire doit informer sans retard L'HÔPITAL NOVO de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des dommages ou détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité. Ces informations seront confirmées, dans les meilleurs délais, par écrit à L'HÔPITAL NOVO.

De manière générale, le titulaire s'engage, pour l'exécution des prestations qui lui sont confiées, à respecter les diverses réglementations et normes de sécurité applicables à son domaine d'activité, en particulier DTU, normes françaises et cahiers des charges du CSTB régissant les installations électriques.

### **4. Réunions périodiques**

Chaque réunion périodique d'exploitation représente une occasion :

- De discuter des éventuelles améliorations à apporter sur les installations pour optimiser et sécuriser leur fonctionnement.
- D'analyser la période écoulée, sur les dépannages qui auront pu avoir lieu
- De faire remonter les éventuels dysfonctionnements de l'exploitation et les problèmes rencontrés par le titulaire du marché.

Afin de faciliter la gestion de l'exécution du marché, les réunions de suivi de l'activité doivent, à minima, être organisée à l'initiative du titulaire :

- Tous les 3 mois, avec présentation d'un rapport de suivi d'activité.
- Une fois par an, avec présentation d'un bilan de l'année écoulée et du planning de maintenance de l'année suivante. La réunion annuelle doit se tenir au plus tard un mois avant la date anniversaire du marché.

Le bilan d'activité périodique sera à présenter à L'HÔPITAL NOVO 1 semaine avant la réunion pour qu'il puisse prendre connaissance des éléments. Il comprendra, à minima, les volets suivants :

- Bilan des opérations de maintenance préventives et correctives réalisées (systématiques ou de dépannage et de petit ou de gros entretien), par type d'installations et équipements concernées et par programme ainsi que les écarts avec le planning prévisionnel.
- L'état d'avancement dans la prise en compte et le suivi des actions correctives demandées dans les rapports des bureaux de contrôle,
- Les délais moyens, minimum et maximum observés d'intervention et de réparation des équipements
- Le bilan des interventions effectuées hors forfait (technique et financier),
- Le taux de disponibilité des équipements
- L'Etat des installations et conformité de leurs caractéristiques avec les performances pour lesquelles elles ont été construites.
- Les propositions chiffrées de modifications ou de compléments qui pourraient être apportés aux installations existantes afin d'en diminuer le coût de maintenance et/ou d'exploitation et de leur assurer une plus grande longévité.

## **5. Rapport d'intervention**

Après chaque intervention (préventive et corrective), le titulaire s'engage à respecter la traçabilité des installations en renseignant de manière détaillée les rapports d'intervention qu'il remettra à L'HÔPITAL NOVO, sous format papier et électronique.

Dans ces rapports d'intervention seront mis en évidence les observations l'ensemble des interventions effectuées telles que :

- Les horaires d'intervention,
- Le détail et nature de l'intervention
- Les anomalies constatées,
- Les défauts de fonctionnement,
- L'usure de certains organes,
- Les risques de détérioration,
- Les observations et mesures à prendre

Le titulaire met en place des fiches d'identité et de suivi de ces équipements et ouvrages et met à jour ces documents en fonction des modifications, des remplacements ou des ajouts.

Ces fiches informent entre autre sur :

- Les opérations de maintenance préconisées par le fournisseur ou l'installateur,
- Les précautions à prendre pour prévenir les risques d'accident matériels et corporels,
- La durée de vie théorique du bien, et son plan remplacement pluriannuel.
- Les conditions de garantie et en particulier les dates de mise en place et de fin de Garantie de l'équipement,
- Les valeurs de réglage, des points de consigne, de paramètres de fonctionnement Nominaux,
- Les principales opérations de maintenance réalisées sur chaque équipement, et l'évolution des valeurs de réglage, points de consigne, paramètres de fonctionnement.
- Les relevés des paramètres physiques effectués sur les appareillages (puissances, intensités, tensions, etc.), le type de vérifications et réglages des appareillages.

## **ARTICLE 9 – MODALITES D'INTERVENTIONS**

### **1. Programme des interventions**

Le titulaire établit annuellement le programme des interventions de maintenance préventive sur les installations relevant de sa responsabilité. La durée des interventions de maintenance (préventive ou corrective) devra obligatoirement être soumise à l'approbation de L'HÔPITAL NOVO et devra être la plus réduite possible, afin d'éviter, en cas de coupure du fournisseur d'électricité par exemple, de paralyser l'activité de l'établissement. Le programme sera validé par L'HÔPITAL NOVO et les visites de maintenance préventive sont arrêtées par le Titulaire et L'HÔPITAL NOVO au moins un mois à l'avance.

Le titulaire intervient selon ce planning, pour le préventif, ou sur demande de L'HÔPITAL NOVO, pour le correctif.

Lorsque qu'une période de garantie est comprise dans la durée du marché, le titulaire prend toutes dispositions pour assurer la coordination des interventions avec l'installateur ou le fabricant des matériels ou équipements.

Pour les zones spécifiques (types blocs opératoires, radiologie, stérilisation, hémodialyse, salle serveur informatique, etc.) un protocole d'intervention particulier devra être prévu et proposé (exemple : travail de nuit ; horaire décalé, etc.).

Néanmoins, L'HÔPITAL NOVO se réserve le droit, pour raison de sécurité et de maintien de l'exploitation, de demander au titulaire des modifications dans son programme d'interventions sans que cela puisse autoriser le titulaire à demander des dédommagements ou le soustraire à ses obligations contractuelles.

### **2. Horaires d'intervention**

Le titulaire du marché garantit sa capacité d'intervention pour l'ensemble du périmètre objet du présent marché.

Les plages horaires portant obligation contractuelle d'intervention de dépannage et interventions correctives sont 24/24 h, 365 jours par an ; y compris les week-end et jours fériés.

Les équipements concernés sont spécifiés dans l'annexe 2.

L'HÔPITAL NOVO se réserve le droit de modifier les horaires et délais d'interventions en fonction de l'évolution de la criticité de ses installations. En effet, toutes ou parties des opérations citées dans le présent CCTP pourront être décalées en horaires de nuit.

### **3. Délais d'intervention de dépannage**

Les diagnostics, en vue d'une intervention de dépannage, sont effectués en premières interventions par l'équipe des électriciens de L'HÔPITAL NOVO.

Ces derniers prennent les mesures conservatoires nécessaires afin d'assurer la continuité d'alimentation électrique de l'établissement.

Les échanges techniques s'établissent entre L'HÔPITAL NOVO et le titulaire du marché dans un second temps.

Dès que L'HÔPITAL NOVO le contacte, le titulaire élabore un plan d'intervention sur la base de l'analyse préalable des données et conséquences possibles transmises par L'HÔPITAL NOVO.

Il s'engage à respecter un délai maximum :

- D'intervention de 2 (deux) heures
- De remise en service (en cas d'action simple), ou de diagnostic (en cas d'action complexe nécessitant la proposition d'une solution technique d'appoint pour assurer le maintien d'activité), de 4 (quatre) heures.

Le titulaire dispose des moyens, ressources et organisation (astreinte) permettant de recevoir, réagir et d'intervenir 24h/24, 7J/7 tous les jours de l'année aux demandes d'intervention de dépannage transmises par L'HÔPITAL NOVO par les outils d'exploitation courants (courriels, appel téléphonique, etc.)

Le titulaire dispose des moyens nécessaires afin de remettre les installations en service normal dans le délai contractuel, afin de garantir la sécurité électrique optimale de l'établissement et la continuité de service.

## **ARTICLE 10 – FORMATIONS**

Une formation sur les équipements est à dispenser par l'entreprise titulaire du marché aux personnels techniques électriciens de L'HÔPITAL NOVO. L'entreprise prévoit une journée de formation, pour une dizaine de personnes, intégrant la mise à disposition des supports de présentation pendant la durée d'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à former le personnel technique sur toute modification de l'installation, à une nouvelle utilisation du matériel à toute évolution réglementaire de tout nouveau produit et de tout nouveau matériel mis sur le marché.

La planification de ces formations est à réaliser en collaboration avec le correspondant de L'HÔPITAL NOVO dans un délai maximum de 6 mois à compter de la notification du marché.

## **ARTICLE 11 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS HORS FORFAIT**

L'HÔPITAL NOVO ne fera procéder à aucune réparation ou modification des installations sans en avertir le titulaire au moins sept jours calendaires avant toute décision de travaux. Le titulaire sera alors fondé à donner son avis et ses réserves justifiées sur la nature et l'opportunité des travaux envisagés sous trois jours calendaires.

L'HÔPITAL NOVO se réserve le droit de faire exécuter toutes les réparations ou modifications par le titulaire du marché ou d'établir une mise en concurrence. Le titulaire s'engage à faciliter l'exécution par d'autres entreprises ou énergie, et la coordination, avec ses interventions, des travaux non compris dans le présent marché.

Dans tous les cas, le titulaire prendra en charge la maintenance des installations après travaux ou modifications, après la période de garantie légale. Il assistera aux essais préalables des réceptions et est habilité à formuler ses réserves justifiées auprès de L'HÔPITAL NOVO.

Si de nouvelles installations sont créées, un avenant au marché sera rédigé à l'attention du titulaire du marché afin de régulariser ce changement.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire pourra facturer des prestations complémentaires seulement si elles sortent du champ d'application des prestations forfaitaires pour la maintenance préventive et corrective.

Pour cela, l'entreprise devra établir une facturation propre. Celle-ci reprendra, tels que décrits au BPU, les coûts horaires et le coefficient applicable aux débours pour l'achat des pièces détachées chez les fournisseurs du titulaire, avec transmission systématique du devis fournisseur pour les éléments non listés au BPU.

Le titulaire fera parvenir un montant estimatif des travaux pour que L'HÔPITAL NOVO donne son accord sur une base financière.

Le titulaire devra préciser dans son offre la méthodologie employée et la durée d'immobilisation de chaque équipement.

Un remplacement ne pourra être effectué qu'après l'accord de l'établissement et sur justification technique appuyée par une expertise technique.